



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
aux affaires départementales**

Arrêté n°2026 SGAD/BE-107 en date du 19 mai 2026

portant des prescriptions complémentaires pour l'établissement que la société FDG Group exploite 32 avenue des temps modernes à Chasseneuil-du-Poitou, installation classée pour la protection de l'environnement

**LE PRÉFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 8 avril 2026 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de la Vienne ;

Vu le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu le récépissé préfectoral de déclaration n° 70/D1/B2/421 du 26 novembre 1970 délivré à la société Delsol pour son usine de fabrication d'articles pour la coiffure, exploitée à Chasseneuil-du-Poitou ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-D2/B3-036 du 24 avril 1997 autorisant la société Delsol à exploiter, sous certaines conditions, sur le territoire de la commune de Chasseneuil-du-Poitou, un établissement spécialisé dans la fabrication d'ornements pour cheveux, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-DRCL/BE-191 du 17 juin 2013 réactualisant les prescriptions applicables à la société Delsol pour l'exploitation, sous certaines conditions, 32 avenue des Temps Modernes commune de Chasseneuil-du-Poitou, un établissement spécialisé dans la fabrication d'ornements pour cheveux, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-DRCLAJ/BUPPE-020 du 28 janvier 2014 portant enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de l'entrepôt couvert exploité par la société Delsol SAS route du 21^{ème} siècle à Chasseneuil-du-Poitou et modifiant l'arrêté complémentaire n° 2013-DRCL/BE-191 du 17 juin 2013 réactualisant les prescriptions applicables ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-SG-SGAD-008 en date du 6 mai 2026 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu le courrier préfectoral, daté du 3 mai 2019, adressé à la société FDG Atlantique prenant acte, suite à une réorganisation juridique du groupe, de la fusion de la société Delsol avec la société FDG Group depuis le 1^{er} janvier 2016 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 21 mars 2024 transmettant un porter à connaissance, daté du 19 mars 2024, relatif à la modification des installations sur son site de Chasseneuil-du-Poitou ;

Vu les courriels de l'exploitant du 17 juin 2025 et du 19 janvier 2026 relatifs aux quantités stockées sur site et au classement du bâtiment C au titre de la rubrique 1510 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 19 mai 2026 proposant des prescriptions complémentaires ;

Vu le projet d'arrêté porté le 15 avril 2026 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les courriels de l'exploitant en date du 29 avril 2026 et du 18 mai 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et précisant les coordonnées des points de rejet aqueux ;

Considérant les éléments fournis par l'exploitant à l'appui de sa demande ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 ;

Considérant que la demande de modification des conditions d'exploitation n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Vienne

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1 Identification

Les dispositions applicables à la société FDG Group (numéro SIREN : 493 439 905), dont le siège social est situé 13 rue Paul Vaillant Couturier à Orly (94310), pour l'établissement qu'elle exploite 32 avenue des temps modernes à Chasseneuil-du-Poitou (86360), sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.2 NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique et critère de classement	Nature de l'installation	Capacité maximale autorisée
1510 2	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Stockage de marchandises combustibles, à hauteur de 2 064 t, dans le bâtiment C d'un volume de 50 000 m ³ , localisé au sud du site.	50 000 m ³

2910 A	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Une chaudière dans chacun des bâtiments A et B (chaudières distantes de moins de 300 m).</p>	<p>1,81 MW (0,94 MW et 0,87 MW)</p>
-----------	----	---	---	-------------------------------------

E enregistrement
DC déclaration avec contrôle périodique

Article 1.2.2 Installations non classées

L'établissement comprend également les installations non classées suivantes :

Installations	Activités / capacités
bâtiment A	- zone de montage d'opérations promotionnelles en partie ouest - stockage de palettes (capacité de 240 t)
bâtiment B	- zone d'expédition / zone de préparation de commandes (stockage temporaire accueillant une quantité de produits correspondant à moins de 2 jours de production) - stockage de palettes côté ouest (capacité de 68 t)
bâtiment C	- entrepôt relevant de la rubrique 1510
local de charge des chariots élévateurs entre le bâtiment B et l'entrepôt C	- puissance maximale de courant continu pour les chargeurs de batteries ne pouvant dégager de l'hydrogène (batterie plomb) inférieure à 50 kW et puissance maximale de courant continu pour les chargeurs de batterie ne dégageant pas d'hydrogène (batterie lithium-ion) inférieure à 600 kW

Les stockages des bâtiments A et B doivent être distants a minima de 40 mètres du bâtiment C.

De plus, l'exploitant doit tenir à jour un état des stocks pour les bâtiments A, B et C pour pouvoir justifier à un instant t, les quantités de matières combustibles présentes dans ces derniers.

Article 1.2.3 Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles cadastrales
Chasseneuil-du-Poitou	Section ZK : - n° 787 à 798 - n° 820 (entrepôt C relevant de la rubrique 1510) - n° 1011 à 1015

ARTICLE 1.3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Article 1.3.1 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral n°70/D1/B2/421 du 26 novembre 1970	Abrogation de l'arrêté
arrêté préfectoral n° 71/D1/B2/74 du 4 mars 1971	Abrogation de l'arrêté
arrêté préfectoral n° 97-D2/B3-036 du 24 avril 1997	Abrogation de l'arrêté
arrêté préfectoral n° 2013-DRCL/BE-191 du 17 juin 2013	Abrogation des articles 1.1.1 à 9.3.4
arrêté préfectoral n° 2014-DRCLAJ/BUPPEE-020 du 28 janvier 2014	Abrogation des articles 1 à 3

Article 1.3.2 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de

- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

Article 1.3.3 Arrêtés ministériels de prescriptions générales, aménagements des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement sont aménagées suivants les dispositions du titre 2 du présent arrêté.

Article 1.3.4 Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du titre 2 du présent arrêté.

TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 2.1 AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Article 2.1.1 Aménagement du point 3.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé

En lieu et place de la disposition du point 3.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé relative à la présence d'une voie « engins » sur la périphérie complète du bâtiment classé, l'exploitant respecte la prescription suivante :

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant aménage, une aire de retournement à l'ouest du bâtiment C (ayant les caractéristiques requises pour permettre le retournement des engins du SDIS) puis réalise un exercice avec les services de secours afin de valider l'aménagement réalisé. Un compte-rendu de cet exercice est transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.2 PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 2.2.1 Prélèvements dans le réseau d'eau public

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. En particulier, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement sont munies d'un dispositif totalisateur.

Pour le raccordement au réseau public, l'ouvrage doit être équipé d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent.

Article 2.2.2 Identification des points de rejet aqueux

Identification	Coordonnées Lambert 93 (m)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Pt n°1	X = 499 274 Y = 6 621 722	eaux pluviales	réseau eaux pluviales – avenue des temps modernes	
Pt n°2	X = 499 274 Y = 6 621 722	eaux sanitaires	réseau communal des eaux usées – avenue des temps modernes	STEP Chasseneuil-du-Poitou
Pt n°3	X = 499 394 Y = 6 621 655	eaux sanitaires	réseau communal des eaux usées – rue du 21 ^{ème} siècle	STEP Chasseneuil-du-Poitou
Pt n°4	X = 499 394 Y = 6 621 655	eaux pluviales issues des toitures	réseau eaux pluviales – rue du 21 ^{ème} siècle	
Pt n°5	X = 499 427 Y = 6 621 498	eaux pluviales	séparateur à hydrocarbures puis réseau eaux pluviales – rue du 21 ^{ème} siècle	

Article 2.2.3 Valeurs limites d'émission des rejets aqueux de type eaux pluviales et surveillance

Paramètre	Conditions de rejet	Périodicité de contrôle
pH	compris entre 5,5 et 8,5	annuelle
matières en suspension	< 100 mg/l	annuelle

Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	annuelle
teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO)	< 300 mg/l	annuelle
teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5)	< 100 mg/l	annuelle

Article 2.2.4 Confinement des pollutions accidentelles

L'établissement est doté d'un bassin de confinement, d'une capacité utile minimale de 1 095 m³, permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement du bâtiment C.

L'exploitant dispose également de dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre affectant l'installation relevant de la rubrique 2910.

ARTICLE 2.3 REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Article 2.3.1 Conduits de rejets atmosphériques et installations raccordées

N° de conduit	Installation raccordée	combustible
1	chaudière bâtiment A	gaz naturel
2	chaudière bâtiment B	gaz naturel

ARTICLE 2.4 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX BÂTIMENTS A ET B

Le stockage de produits sur palettes implanté à l'ouest du bâtiment B est séparé de la zone de préparation de commandes par un mur de classe REI 120. Un flocage restituant des caractéristiques REI 120 est réalisé sur une bande de 5 m en sous-face de toiture pour la partie séparative entre la zone palettes et la zone de préparations des commandes.

La zone d'encours, à l'est du mur précité, accueille une quantité de produits correspondant à moins de deux jours d'activité. L'exploitant est en mesure de le justifier en toutes circonstances.

Les bâtiments A et B sont équipés d'une alarme couplée à une détection automatique d'incendie.

ARTICLE 2.5 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES DU LOCAL DE CHARGE

Le local de charge de batteries de chariots élévateurs situé entre les bâtiments B et C est entièrement compartimenté via des parois REI120. Le local est équipé d'un détecteur d'hydrogène et d'une ventilation mécanique. L'alimentation des chargeurs est asservie à cette ventilation de manière à stopper l'alimentation des chargeurs si la ventilation s'arrête.

ARTICLE 2.6 ACCÈS À LA PARCELLE À L'OUEST DE L'ENTREPÔT C, HORS PÉRIMÈTRE ICPE

Dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant établit une convention avec le propriétaire foncier de la parcelle localisée à l'ouest de l'entrepôt C afin que cette parcelle soit accessible aux services de secours en cas de sinistre sur le site de l'exploitant.

ARTICLE 2.7 PHÉNOMÈNES DANGEREUX

Dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant complète le porter-à-connaissance susvisé en définissant une zone de stockage potentiel de palettes sur la base d'une modélisation des effets thermiques et des éventuels effets dominos résultant d'un incendie de ce stockage, en précisant les cotations en gravité et en probabilité. Dans le cas où des effets dominos et/ou hors sites seraient observés, l'exploitant précise des mesures techniques et/ou organisationnelles.

TITRE 3 DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 3.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr
Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

ARTICLE 3.2 PUBLICATION

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chasseneuil-du-Poitou, et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Chasseneuil-du-Poitou pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au préfet.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques « actions d'Etat – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles ») pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.3 APPLICATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Chasseneuil-du-Poitou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- monsieur le directeur de la société FDG Group ;

et dont copie sera transmise à :

- monsieur le maire de la commune de Chasseneuil-du-Poitou ;
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Poitiers, le 19 mai 2026

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'E' with a horizontal bar across the top, followed by a vertical line and a small horizontal stroke at the bottom.

Murièle BOIREAU